



Arrêt

n° 81 837 du 29 mai 2012
dans l'affaire X / I

En cause : X

ayant élu domicile : X

contre :

le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides

LE PRESIDENT F.F. DE LA 1^{re} CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 12 mars 2012 par X, qui déclare être de nationalité moldave, contre la décision de l'adjoint du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, prise le 15 février 2012.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu l'ordonnance portant détermination du droit de rôle du 14 mars 2012 avec la référence 15397.

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 20 avril 2012 convoquant les parties à l'audience du 21 mai 2012.

Entendu, en son rapport, S. PARENT, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, la partie requérante assistée par Me S. TOURNAY loco Me S. SAROLEA, avocat, et K. GUENDIL, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. L'acte attaqué

Le recours est dirigé contre une décision de refus de reconnaissance de la qualité de réfugié et de refus d'octroi de la protection subsidiaire, prise par l'adjoint du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, qui est motivée comme suit :

« A. Faits invoqués

Selon vos déclarations, vous seriez de nationalité ukrainienne. Vous seriez originaire de Grigoriopol, raïon administré par la République moldave de Transnistrie, République sécessionniste de l'est de la Moldavie dont elle fait légalement partie.

La République moldave de Transnistrie (couramment appelée Transnistrie), encastrée entre la Moldavie et l'Ukraine, est un Etat de facto non reconnu internationalement.

Du fait de votre lieu de naissance en Transnistrie et de l'origine ukrainienne de votre beau-père, vous possédez à la fois un passeport interne délivré par les autorités de la Transnistrie et un passeport international délivré par les autorités ukrainiennes. Vous auriez effectué les neuf premières années de vos études secondaires à Grigoriopol (Transnistrie) et auriez terminé votre dixième et onzième année à Krivoy Rog, ville située dans l'oblast de Dnepropetrovsk en Ukraine. Vous vous seriez ensuite inscrite à la Faculté d'économie internationale à l'Université de Krivoy Rog où vous auriez terminé votre première année.

A l'appui de votre demande d'asile, vous invoquez les faits suivants.

Votre père aurait effectué son service militaire dans le Karabagh où il aurait combattu au sein des troupes spéciales d'intervention « Spetsnaz ». Affaibli et malade, il serait revenu en automne 91 en Transnistrie.

Après des affrontements armés en mars 92 quand des forces de police moldaves se sont opposées aux séparatistes locaux de Transnistrie, le conflit s'est intensifié et le 01/04/92, votre père se serait engagé aux côtés des séparatistes de Transnistrie aidés par l'ancienne XIVe armée soviétique.

Le 06/06/92, en plein conflit, votre père aurait épousé votre mère. Le 02/07/92, votre père aurait été tué au combat alors que votre mère était enceinte d'un mois. Vous êtes née en mars 1993.

Durant votre enfance, tous les membres de la famille de votre père auraient manifesté de l'agressivité à votre égard et auraient refusé de vous fréquenter. Vous auriez été élevée par vos grands-parents maternels à Grigoriopol tandis que votre mère serait allée s'installer en Ukraine où elle aurait refait sa vie.

En 2008, à l'âge de 15 ans, vous auriez entamé des recherches sur votre père, particulièrement sur les circonstances de son décès. Pour ce faire, vous auriez interrogé vos grands-parents, d'anciens voisins de vos parents, des mères de soldats décédés et des connaissances de votre père.

Selon la version officielle, votre père aurait trouvé la mort après avoir heurté une mine antipersonnel alors qu'il se précipitait d'une tranchée vers un BTR. Selon une autre version, il aurait été tué en allant chercher des obus avec un camarade. Il serait mort avant l'arrivée de l'ambulance. Le médecin qui se trouvait dans l'ambulance et que vous auriez interrogé aurait contesté la version officielle de sa mort. Il vous aurait dit qu'il avait découvert votre père vivant et celui-ci avant de mourir lui aurait déclaré que sa femme attendait un enfant et qu'il se demandait qui allait s'occuper de son enfant. D'autres personnes auraient déclaré qu'au moment de sa mort, votre père était soul. Au cours de votre propre enquête, vous auriez découvert que le Ministère de la Sécurité nationale de Transnistrie était impliqué dans son décès. Votre mère vous aurait dit qu'ayant été durant le conflit garde du corps d'un certain commandant Popov mort dans des circonstances suspectes, votre père aurait été témoin de disputes entre ce dernier et d'autres personnes concernant des trafics d'armes et des détournements de l'aide humanitaire, ce qui aurait pu avoir comme conséquence la décision de la Sécurité nationale de faire éliminer votre père. Désireuse d'en savoir plus, vous vous seriez rendue au commissariat militaire de Grigoriopol. A votre interlocuteur, prénommé [A.], vous auriez demandé des explications sur la mort de votre père. Ce dernier après avoir vanté les qualités de votre père vous aurait dit qu'il avait sauté sur une mine. Vous lui auriez alors déclaré que vous liez la mort de votre père aux activités du commandant Popov, à la Sécurité nationale et aux trafics d'armes. Alexeï aurait alors mis fin abruptement à l'entretien.

Quelques temps après votre visite au Commissariat militaire, un inconnu vous aurait téléphoné pour vous demander d'arrêter vos recherches concernant votre père.

Le lendemain, le 30/12/08, sans avertir quiconque, vous vous seriez rendue au commissariat de police de Grigoriopol dans le but de porter plainte. Vous auriez tout raconté au policier qui vous aurait reçu: vos recherches concernant votre père, votre visite au commissariat militaire et le coup de fil anonyme. Les policiers auraient gardé votre déposition écrite, mais vous ignorez si ils l'ont enregistrée. Ils vous auraient juste déclaré que votre plainte n'était pas sérieuse.

Dans la nuit du 31/12/08, alors que vous reveniez d'une soirée passée avec des amis, vous auriez été agressée dans une allée du parc de Grigoriopol par deux inconnus qui vous auraient donné des coups dans le ventre. Vous auriez appelé à l'aide et des amis seraient venus vous relever. Ces individus ne vous ayant rien pris, vous en auriez déduit que le mobile de votre agression n'était pas le vol mais votre

recherche de la vérité concernant la mort de votre père. Vous n'auriez pas osé porter plainte, ni même parler de cette agression à qui que ce soit (la police, vos grands-parents, votre mère, un médecin).

Le 03/01/09, désireuse tout à la fois de vous mettre à l'abri et de vivre avec votre mère, vous l'auriez rejointe à Krivoy Rog en Ukraine. Vous n'auriez rien révélé à votre mère de vos problèmes. La même année, vous auriez reçu la nationalité ukrainienne et vous vous seriez enregistrée à l'adresse de votre mère. Suite aux coups reçus lors de l'agression, vous auriez eu de sérieux problèmes gynécologiques et vous auriez suivi un traitement médical. Votre beau-père (mari de votre mère) vous aurait cependant rendu la vie impossible ; alcoolique, il aurait pris l'habitude de battre votre mère, votre frère et vous-même. Par ailleurs, vous n'auriez pu vous intégrer dans la société ukrainienne ; à l'Université, on vous aurait traitée de gitane et vous aurait conseillé de retourner en Moldavie. A la fin de votre première année à l'Université, votre grand-père aurait cessé de vous faire parvenir la pension destinée à vous permettre de suivre des études. Comme votre beau-père ne voulait pas que vous viviez à ses frais, vous auriez décidé de quitter définitivement l'Ukraine.

Le 01/07/11, vous seriez retournée en Transnistrie où vous auriez entrepris des démarches pour obtenir une pension en tant que fille de militaire.

Le 11/07/11, un inconnu vous aurait téléphoné pour vous sommer de quitter le pays.

Le 12/07/11, votre grand-père maternel aurait été agressé à Grigoriopol. Suite aux coups reçus, il aurait été hospitalisé. Craignant pour votre vie, mais surtout pour celle de vos grands-parents, vous auriez écrit à votre tante maternelle qui habite en Belgique pour qu'elle vous invite à lui rendre visite.

Le 10/08/11, vous auriez quitté Krivoy Rog pour vous rendre en Transnistrie en bus. Après avoir séjourné quelques jours chez vos grands-parents à Grigoriopol, vous vous seriez rendue à Chisinau où vous auriez pris un bus qui vous aurait emmenée en Belgique où vous seriez arrivée le 21/08/11. Vous avez introduit une demande d'asile le 12/09/11.

B. Motivation

Force est tout d'abord de constater que vous vous êtes déclarée, tant à l'Office des Etrangers que lors de votre audition au CGRA du 31/01/12 (pp.2, 9) de nationalité ukrainienne, précisant que vous l'aviez reçue en 2009 en même temps que votre passeport ukrainien. Vous avez également fourni un passeport international ukrainien. Par conséquent, il y a lieu d'examiner votre crainte par rapport à ce pays. Or, au vu de vos déclarations, rien ne permet d'affirmer que vous avez eu de sérieux problèmes assimilables à des persécutions ou à un risque d'atteintes graves dans ce pays ou que vous risqueriez d'en avoir en cas de retour.

Il convient premièrement de relever que plusieurs motifs que vous invoquez à l'appui de votre demande d'asile – à savoir le fait que votre beau-père alcoolique vous battait à votre domicile de Krivoy Rog, le fait qu'en 2011 vous n'aviez plus la possibilité de payer vos études universitaires parce que votre grand-père maternel avait cessé de vous envoyer de l'argent, ou encore le fait que votre beau-père ne voulait pas que vous viviez à ses frais (cf. vos déclarations du 31/01/12 au CGRA, p.9) - n'ont aucun lien avec les critères définis à l'article 1, A (2) de la Convention de Genève (à savoir, une crainte fondée de persécution en raison de la nationalité, de la religion, de la race, des opinions politiques ou de l'appartenance à un certain groupe social). En effet, ces différents éléments ne peuvent aucunement être rattachés aux critères susmentionnés et rien dans vos déclarations ne permet d'établir un tel rattachement. Ils ne permettent pas non plus de conclure à l'existence dans votre chef d'un risque de subir des atteintes graves telles que celles visées dans la définition de la protection subsidiaire.

Il convient ensuite de relever que l'autre motif invoqué par vous, à savoir que durant vos études universitaires en Ukraine, on vous aurait reproché votre accent moldave, on vous aurait traité de gitane et on vous aurait demandé de retourner en Moldavie pour vous occuper des vaches (Cf. audition au CGRA, p.9), et que dès lors, selon vous, en cas de retour en Ukraine vous seriez isolée du fait de n'être pas acceptée par la société ukrainienne (p.10), n'est d'une part guère crédible au regard d'autres de vos déclarations.

Ainsi, selon celles-ci, votre mère d'origine moldave elle aussi (cf. son passeport et votre acte de naissance) a comme vous acquis sans problème la nationalité ukrainienne ; elle vit depuis des années en Ukraine ; dès votre arrivée en Ukraine, vous avez pu vous enregistrer au domicile de votre mère ; vous vous êtes inscrite à l'Université de Krivoy Rog où vous avez suivi des cours jusqu'à votre départ

volontaire ; vous avez eu accès aux soins de santé (cf. les comptes rendus échographiques et les attestations médicales délivrés par le centre médical « Sever » de Krivoy Rog). Si les conditions de vie en Ukraine étaient à ce point pénibles pour des personnes d'origine moldave et s'avéraient dangereuses, on ne comprend pas pourquoi votre mère aurait vécu dans ce pays depuis quasiment votre naissance ni pourquoi vous auriez demandé la nationalité ukrainienne et vous seriez vous même installée en Ukraine début janvier 2009 pour y vivre jusqu'en août 2011. Relevons encore que vous ne faites état dans vos déclarations d'aucun problème que vous auriez eu avec la population ou les autorités de Krivoy Rog hormis quelques insultes de la part d'autres étudiants. Ces insultes ne peuvent cependant être assimilées à des persécutions ou à des atteintes graves à votre égard. De plus, vous n'avez présenté aucun document qui témoigneraient ou constitueraient des débuts de preuve de faits graves que vous auriez vécus en Ukraine.

Au vu des constatations qui précèdent, il n'est pas permis d'accorder foi à vos allégations. Partant, vous n'êtes pas parvenue à établir l'existence dans votre chef à l'égard de l'Ukraine d'une crainte de persécution au sens de l'art. 1er, par. A, a l. 2 de la Convention de Genève du 28 juillet 1951, ni l'existence d'un risque réel d'y subir des atteintes graves telles que celles visées dans la définition de la protection subsidiaire.

Force est ensuite de constater que selon l'une de vos déclarations lors de votre audition du 31/01/12 au CGRA, vous seriez également citoyenne de Transnistrie (p.2). Vous présentez aussi un passeport de citoyen de la République Moldave de Transnistrie délivré par le ROVD de Grigoriopol le 19/07/2011.

Dans un courrier du 03/02/12, votre avocat, Maître Demol, s'appuyant sur des documents qu'il y a joints, a déclaré que l'Ukraine ne permettant pas la double nationalité, vous l'aviez perdue puisque dans le courant du mois de juillet 2011, vous avez acquis un passeport délivré par la République moldave de Transnistrie. Il a ajouté qu'il ne pouvait être valablement contesté qu'une personne détenant une carte d'identité de cette République disposait en fait de la nationalité moldave, eu égard au consensus international à ce sujet. Il faut cependant ajouter à cette dernière assertion une remarque. Selon nos informations (cf. documents joints au dossier), un grand nombre de personnes (quatre-vingt mille selon une source) résidant en Transnistrie se sont vues accordées la citoyenneté ukrainienne. Les autorités ukrainiennes ont ainsi outrepassé l'article 19 de la loi de citoyenneté de l'Ukraine concernant les personnes résidant en Transnistrie. L'un des articles que vous avez fourni confirme ce qui précède : le major Z. Y. [K.], chef du bureau du ROVD de Grigoriopol, déclare lors de l'interview que tout citoyen de la République moldave de Transnistrie peut avoir la double nationalité. Il est ainsi plus que probable que malgré le fait que vous ayez un passeport de citoyenne de la République moldave de Transnistrie, vous avez toujours la nationalité ukrainienne et que vous pouvez ainsi retourner sans problème en Ukraine, comme cela a été mentionné ci-dessus.

Quoi qu'il en soit, à supposer que vous ayez effectivement perdu la nationalité ukrainienne comme le prétend votre conseil, force est de constater qu'il n'est pas non plus permis d'établir l'existence dans votre chef d'une crainte fondée de persécution sur le territoire Moldave au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951. Il n'y a pas davantage lieu de considérer qu'il ressort clairement de vos déclarations qu'il existe, en ce qui vous concerne, un risque réel de subir sur ce territoire des atteintes graves telles que déterminées à l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980.

Il faut tout d'abord remarquer que les documents que vous avez présentés ne nous autorisent pas à considérer les faits que vous invoquez comme établis. En effet, votre certificat de naissance, votre passeport de citoyenne de la République moldave de Transnistrie, votre passeport ukrainien, une copie de celui de votre mère, une carte à votre nom de droits et d'avantages établis par la législation de la République moldave de Transnistrie pour des personnes ayant participé à la défense de la République et pour leur famille, le permis de conduire de votre père, le certificat de décès de ce dernier, un extrait du dossier médical de votre grand-père concernant son hospitalisation du 12 au 14/07/11, la carte de pension pour invalidité de votre grand-père, un compte rendu à votre nom d'une échographie, une attestation médicale à votre nom délivré par le centre médical de Krivoy Rog « Sever », divers articles de journaux concernant le décès de votre père, des photos familiales et la médaille militaire de votre père, s'ils permettent de croire que vous avez effectivement vécu en Transnistrie et en Ukraine et que votre père est décédé durant une opération militaire, ils n'établissent cependant aucunement que vous avez eu des problèmes dans votre pays. Relevons que les rapports médicaux vous concernant renvoient à des troubles d'ordre gynécologique et thyroïdien et rien dans leur contenu ne permet de les lier aux problèmes que vous avez invoqués et notamment à une quelconque agression. Il en va de même pour l'extrait du dossier médical de votre grand-père : s'il apparaît à la lecture du diagnostic que

ce dernier a pu subir une agression (ce qui n'est nullement certain car les blessures décrites peuvent tout aussi bien être dues à une chute), rien ne permet cependant de lier ce diagnostic aux problèmes que vous auriez vous même rencontrés et à vos recherches au sujet de votre père. Les articles de journaux que vous avez remis concernent, eux, votre naissance, la brève vie commune de vos parents et le décès de votre père invoqués par votre mère, la difficulté des veuves de soldats tués durant le conflit de recevoir un logement social, la visite amicale en Transnistrie des représentants de la population de Smolensk, et enfin l'obtention de la nationalité de la République moldave de Transnistrie. S'ils confirment certaines de vos déclarations concernant le décès de votre père, aucun de ces articles ne fait par contre état de problèmes que vous avez invoqués et rien dans leur contenu ne permet de les y lier. Enfin, les articles que votre avocat nous a fait parvenir concernant la situation générale en Transnistrie, notamment concernant les droits de l'homme et ils ne permettent nullement d'attester la réalité des problèmes individuels que vous avez décrits.

Vous n'apportez par ailleurs aucun document de preuve ou aucun commencement de preuve permettant d'établir un tant soit peu les problèmes que vous avez invoqués.

Je vous rappelle cependant que le principe général de droit selon lequel « la charge de la preuve incombe au demandeur » trouve à s'appliquer à l'examen des demandes d'asile (HCR, Guide des procédures et critères pour déterminer le statut de réfugié, Genève, 1979, p.51, § 196). Si, certes, la notion de preuve doit s'interpréter avec souplesse dans cette matière, il n'en reste pas moins que c'est au demandeur qu'il incombe de convaincre l'autorité qu'il remplit effectivement les conditions pour bénéficier du statut qu'il revendique.

J'estime notamment que vous auriez pu nous fournir une copie des informations que vous auriez rassemblées au sujet de votre père et que vous auriez compilées sur votre PC (cf. vos déclarations au CGRA, p.8) ou encore un accusé de réception de la plainte que vous auriez déposée le 30/12/08 au commissariat de Grigoriopol.

En l'absence de document vraiment probant pour appuyer votre récit, la crédibilité de votre récit repose essentiellement sur vos déclarations lesquelles se doivent d'être cohérentes et crédibles. Or, il faut à cet égard relever que certaines de vos déclarations permettent de sérieusement douter de la réalité des faits invoqués. Ainsi, alors que vous dites avoir effectué des recherches au sujet de votre père en 2008 alors que vous n'aviez que 15 ans, il est quand même étonnant que vous vous soyez rendue seule au commissariat militaire pour interroger le personnel et émettre des accusations contre la Sécurité Nationale de Transnistrie, que vous vous soyez ensuite rendue seule à la police pour porter plainte sans en parler à votre famille et que les policiers du commissariat de Grigoriopol où vous avez déposé une plainte n'aient pas réagi alors que vous étiez mineure et n'aient pas demandé ou cherché à voir votre mère ou vos grands-parents à ce sujet. Il est également étonnant que vous ayez caché à votre famille votre démarche au commissariat de police ainsi que l'agression dont vous auriez été victime le 31/12/08, toujours âgée de 15 ans. Confrontée à cela, vous avez déclaré que vous vouliez éviter des ennuis à votre famille (p.7). On ne voit cependant pas en quoi le fait d'avertir votre famille de vos problèmes l'aurait mise en danger.

Enfin, relevons que votre comportement est pour le moins paradoxal quand, alors que vous avez eu selon vos dires de graves problèmes en Transnistrie qui vous ont poussée à vous réfugier en Ukraine, vous faites pourtant les démarches nécessaires pour obtenir la citoyenneté de la République moldave de Transnistrie juste avant de la fuir. Votre passeport ukrainien vous protégeait et cette dernière démarche entame gravement la crédibilité de votre récit.

Au vu de tout ce qui précède, il faut constater que vous n'êtes pas parvenue à établir l'existence dans votre chef d'une crainte de persécution au sens de l'art. 1er, par. A, al. 2 de la Convention de Genève du 28 juillet 1951, ni l'existence d'un risque réel d'encourir des atteintes graves telles que mentionnées dans la définition de la protection subsidiaire.

C. Conclusion

Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en

considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers. »

2. La requête

2.1. La requérante confirme fonder, pour l'essentiel, sa demande d'asile sur les faits tels qu'ils sont résumés au point « A. » de l'acte attaqué.

2.2. Elle prend un moyen unique de la violation de l'article 1 A 2 de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, modifiée par le protocole de New-York du 31 janvier 1967 (ci-après dénommée « *la Convention de Genève* ») et des articles 48/3 et 48/5 et 57/7 *bis* de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée « *la loi du 15 décembre 1980* »).

2.3. En conclusion, elle sollicite la réformation de l'acte attaqué et la reconnaissance de la qualité de réfugié.

2.4. Elle dépose à l'appui de sa requête dix articles et rapports concernant la situation socio-politique en Transnistrie. Indépendamment de la question de savoir si ces pièces constituent de nouveaux éléments au sens de l'article 39/76, § 1^{er}, alinéa 4 de la loi du 15 décembre 1980, elles sont produites utilement et dans le cadre des droits de la défense et sont, par conséquent, prises en considération par le Conseil.

Le Conseil observe que les autres éléments qui accompagnent la requête ont déjà été déposés lors des phases antérieures de la procédure d'asile. Il ne s'agit donc pas d'éléments nouveaux au sens de l'article 39/76 de la loi du 15 décembre 1980. Ils sont donc pris en considération par le Conseil.

2.5. Le 27 avril 2012, la requérante transmet trois nouveaux documents au Conseil, il s'agit donc de nouveaux éléments au sens de l'article 39/76 §1^{er} al. 4. L'article 39/76 §1^{er} al. 3 dispose que pour être recevables, de nouveaux éléments qui ne sont pas annexés à la requête doivent à tout le moins être accompagnés d'une explication plausible des raisons pour lesquelles ils n'ont pu être transmis lors d'une phase antérieure de la procédure. Cette explication faisant défaut en l'espèce, ces pièces ne sont pas prises en considération.

2.6. A l'audience, la requérante dépose un document rédigé en langue étrangère et non accompagné d'une traduction certifiée conforme. Cependant elle redépose ce même document avec une traduction, qui n'est pas certifiée conforme, après audience, soit le 24 mai 2012 (pièce n° 12 du dossier).

A cet égard, et indépendamment de la question de la recevabilité du dépôt de pièces après clôture des débats, il convient de rappeler d'emblée que l'article 8 de l'arrêté royal fixant la procédure devant le Conseil du contentieux des étrangers dispose que : « *les pièces que les parties veulent faire valoir (...) doivent être accompagnées d'une traduction certifiée conforme si elles sont établies dans une langue différente de celle de la procédure. A défaut d'une telle traduction, le Conseil n'est pas tenu de prendre ces documents en considération* ».

Dès lors qu'à l'audience la partie requérante n'apporte pas de traduction certifiée conforme de cette pièce, et que la traduction déposée ultérieurement ne répond pas au prescrit de l'article 8 susmentionné, en application de cette disposition, le Conseil décide de ne pas la prendre en considération s'agissant d'une pièce établie dans une langue différente de celle de la procédure, non accompagnée d'une traduction certifiée conforme.

3. La détermination de l'Etat de protection de la requérante

3.1. L'article 48/3, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 est libellé dans les termes suivants :

« Le statut de réfugié est accordé à l'étranger qui satisfait aux conditions prévues par l'article 1^{er} de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, modifiée par le protocole de New York du 31 janvier 1967 ».

Ledit article 1^{er}, section A, § 2, de la Convention de Genève précise que le terme « *réfugié* » s'applique à toute personne qui, « *craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa*

nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ; ou qui, si elle n'a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle [...], ne peut ou, en raison de ladite crainte, ne veut y retourner ».

3.2. L'article 48/4, § 1er, de la loi du 15 décembre 1980 dispose de la manière suivante :

« Le statut de protection subsidiaire est accordé à l'étranger qui ne peut être considéré comme un réfugié et qui ne peut pas bénéficier de l'article 9ter, et à l'égard duquel il y a de sérieux motifs de croire que, s'il était renvoyé dans son pays d'origine ou, dans le cas d'un apatride, dans le pays dans lequel il avait sa résidence habituelle, il encourrait un risque réel de subir les atteintes graves visées au paragraphe 2, et qui ne peut pas ou, compte tenu de ce risque, n'est pas disposé à se prévaloir de la protection de ce pays et ce, pour autant qu'il ne soit pas concerné par les clauses d'exclusion visées à l'article 55/4 ».

Le concept de « pays d'origine » repris dans l'article 48/4, § 1er, de la loi du 15 décembre 1980, qui transpose l'article 2, e), de la directive 2004/83/EG du Conseil du 29 avril 2004 concernant les normes minimales relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir prétendre au statut de réfugié ou les personnes qui, pour d'autres raisons, ont besoin d'une protection internationale, et relatives au contenu de ces statuts, n'est pas défini en droit interne. Une interprétation de ce concept conforme à la directive entraîne comme conséquence qu'il doit être compris dans le sens que lui donne cette directive. A cet effet, l'article 2, k), de cette directive précise que par « pays d'origine », il faut entendre « le pays ou les pays dont le demandeur a la nationalité ou, s'il est apatride, le pays dans lequel il avait sa résidence habituelle ».

3.3. Pour l'appréciation de la condition que la partie requérante ne peut pas ou, du fait de sa crainte de persécution, ne veut pas se réclamer de la protection du pays de sa nationalité, la notion de nationalité doit être comprise comme étant « le lien entre un individu et un Etat déterminé » (Guide des procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut de réfugié, Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Genève, 1979, réédition, 1992, page 22, § 87).

3.4. En l'espèce, la partie défenderesse excipe en premier lieu de la double nationalité, ukrainienne et moldave, de la requérante afin de lui refuser le bénéfice de la protection internationale, estimant que les faits survenus en Ukraine dont la requérante se prévaut ne tombent pas sous le champ d'application des articles 48/3 et 48/4 de la loi du 15 décembre 1980.

3.5. Il ressort en effet du dossier administratif que la requérante produit un duplicata de son acte de naissance délivré par les autorités moldaves le 6 août 2011, sa carte d'identité délivrée le 3 août 2011 par les autorités de Transnistrie, région qui au regard du droit international fait partie de la Moldavie, ainsi que l'affirment les parties (*Voir en ce sens également l'arrêt de la Cour européenne des droits de l'Homme, « Ilascu et autres contre Moldova et Russie » du 8 juillet 2004, cité par la requérante*), ainsi que son passeport international délivré par les autorités ukrainiennes le 9 juillet 2010.

3.6. La requérante soutient cependant avoir perdu sa nationalité ukrainienne puisqu'elle tombe sous le champ d'application de l'article 19 de la loi ukrainienne sur la nationalité, qui sanctionne l'acquisition volontaire de la nationalité d'un autre Etat par la perte de la nationalité ukrainienne dès lors que l'intéressé s'est vu effectivement délivrer des documents attestant sa nouvelle nationalité. Le Conseil constate que cette analyse est conforme aux informations qui composent le dossier administratif (*Voir pièce 17*).

3.7. Le Conseil ne peut rejoindre l'appréciation de la partie défenderesse selon laquelle « un grand nombre de personnes (quatre-vingt mille selon une source) résidant en Transnistrie se sont vues accordées la citoyenneté ukrainienne. Les autorités ukrainiennes ont ainsi outrepassé l'article 19 de la loi de citoyenneté de l'Ukraine concernant les personnes résidant en Transnistrie. L'un des articles que vous avez fourni confirme ce qui précède, le major Z.Y. Kouznetsova, chef du bureau du ROVD de Grigoriopol, déclare lors de l'interview que tout citoyen de la République moldave de Transnistrie peut avoir la double nationalité. Il est ainsi plus que probable que malgré le fait que vous ayez un passeport

de citoyenne de la République moldave de Transnistrie, vous avez toujours la nationalité ukrainienne et que vous pouvez ainsi retourner sans problème en Ukraine, comme cela est mentionné ci-dessus. »

En effet, en premier lieu, il s'impose de constater que la partie défenderesse n'étaye pas valablement son hypothèse en ce que les déclarations de Z.Y. Kouznetsova ne se retrouvent pas, comme elle l'affirme, dans les articles déposés par la requérante. Quoi qu'il en soit, le Conseil considère que les déclarations d'un militaire dans la presse ne peuvent amener à considérer qu'une pratique administrative *contra legem* assurait à un individu le droit de conserver sa nationalité alors même qu'il ne remplit plus les conditions prescrites à cette fin.

En deuxième lieu, la partie défenderesse ne pouvait déduire des informations qu'elle relaye que les autorités ukrainiennes contreviennent, dans leur pratique, à l'article 19 de la loi ukrainienne sur la nationalité, étant entendu qu'en dernière analyse, l'octroi de la nationalité ukrainienne en faveur d'individus résidant en Transnistrie n'implique pas que dans l'hypothèse où ceux-ci choisissent ultérieurement la nationalité d'un autre pays, les autorités ukrainiennes acceptent *de facto* et *contra legem* cette situation.

Autrement dit, la conclusion de la partie défenderesse relève de la pure hypothèse.

3.8. Or, le Conseil observe que la requérante remplit les conditions prescrites par le droit moldave pour se revendiquer de la nationalité de ce pays (*Voir dossier administratif, pièce 16, en particulier le certificat de naissance et pièce 17, en particulier la loi sur la nationalité de la République Moldave*).

3.9. Aussi, le Conseil constate que le « *lien* » constitutif de la nationalité entre l'individu et un Etat déterminé est, en l'espèce, démontré à suffisance à l'égard de la Moldavie et qu'au contraire, pareil « *lien* » n'est pas démontré à suffisance en ce qui concerne l'Ukraine.

3.10. Il résulte de ce qui précède que le besoin de la protection prévue par les articles 48/3 et 48/4 de la loi du 15 décembre 1980 doit être examiné par rapport au seul pays dont la requérante a assurément la nationalité, en l'occurrence, la Moldavie.

4. L'examen du recours

4.1. A titre liminaire, le Conseil rappelle qu'il peut, aux termes de l'article 39/2, §1^{er}, 2^o « *annuler la décision attaquée du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides soit pour la raison que la décision attaquée est entachée d'une irrégularité substantielle qui ne saurait être réparée par le Conseil, soit parce qu'il manque des éléments essentiels qui impliquent que le Conseil ne peut conclure à la confirmation ou à la réformation visée au 1^{er} sans qu'il soit procédé à des mesures d'instruction complémentaires* ».

4.2. En l'espèce, le Conseil constate que la requérante dépose de nombreuses pièces formant la preuve de nombreux aspects de son récit, bien qu'il ne s'agisse d'aucune manière de preuves directes des faits précis invoqués à la base de sa demande de protection internationale.

4.3. Par ailleurs, les motifs de l'acte attaqué concluant à l'absence de crédibilité des faits invoqués sont fondés exclusivement sur le caractère jugé « *étonnant* » de certaines déclarations de la requérante, ce qui ne suffit pas à remettre légitimement en cause la crédibilité de celles-ci, ce compte tenu de l'absence de contradictions ou d'incohérences flagrantes parmi ses dépositions et des nombreuses pièces qu'elle produit.

4.4. Cependant, le Conseil demeure dans l'ignorance des raisons pour lesquelles la requérante se voit délivrer à son retour d'Ukraine des documents administratifs par la République moldave de Transnistrie alors que, dans l'état actuel des dépositions de la requérante, il faut comprendre que ce sont précisément ces autorités qu'elle dit craindre (*Voir dossier administratif, pièce 6, page 10*). En outre, le Conseil estime judicieux qu'il soit mené une investigation afin d'établir si le diagnostic que contient l'attestation médicale concernant la requérante peut être la conséquence de la situation qu'elle prétend avoir connue dans son pays d'origine.

4.5. Au vu de ce qui précède, le Conseil estime qu'il ne peut conclure à la confirmation ou à la réformation de la décision attaquée sans qu'il soit procédé à des mesures d'instruction complémentaires qui porteront, notamment, mais non exclusivement, sur les circonstances exactes dans lesquelles la requérante s'est vue délivrer des documents administratifs par les autorités de Transnistrie ainsi que sur le lien de causalité potentiel existant entre les problèmes de santé rencontrés par la requérante et les faits qu'elle invoque, à savoir la pression psychologique à laquelle elle fût exposée et/ou les coups reçus lors de l'agression dont elle se prétend victime.

4.6. En conséquence, conformément à l'article 39/2, § 1er, 2° de la loi du la loi du 15 décembre 1980, il y a lieu d'annuler la décision attaquée afin que le Commissaire général puisse pallier aux carences qui affectent l'acte attaqué.

5. dépens

Au vu de ce qui précède, il convient de mettre les dépens du recours à la charge de la partie défenderesse.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1^{er}

La décision rendue le 15 février 2012 par l'adjoint du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides est annulée.

Article 2

L'affaire est renvoyée au Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides.

Article 3

Les dépens, liquidés à la somme de 175 euros, sont mis à la charge de la partie défenderesse.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-neuf mai deux mille douze par :

M. S. PARENT, président f.f., juge au contentieux des étrangers,

Mme L. BEN AYAD, greffier.

Le greffier,

Le président,

L. BEN AYAD

S. PARENT